

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Bourgogne-Franche-Comté

Mâcon le 20 décembre 2019

Unité départementale de Saône-et-Loire

**Nos réf.** : LW/NM/101219/301bis/238

**Vos réf.** : Votre transmission du 31 octobre 2019

**Affaire suivie par** : Laurent WEPP

laurent.wepp@developpement-durable.gouv.fr

**Tél.** 03 85 21 85 00 – **Fax** : 03 85 21 85 10

**Objet** : Installations classées pour la protection de l'environnement.

**Établissement Philicot à Chagny**

Demande d'antériorité

**P.J.** : Projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires

## INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-=-=-

**Société PHILICOT**  
BP 68  
71150 CHAGNY

### Demande de bénéfice d'antériorité

-=-=-

### Examen de la recevabilité de la demande

-=-=-

## Rapport de l'Inspection des Installations Classées

## 1 – Contexte

Par transmission du 31 octobre 2019, le préfet de Saône-et-Loire nous a adressé pour avis un courrier du président de la société Philicot sollicitant le bénéfice des droits acquis pour ses installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette demande fait suite à une visite de l'inspection de l'environnement en date du 11 décembre 2018 au cours de laquelle il a été demandé à l'exploitant de repositionner ses installations au regard de la nomenclature actuelle. Cette dernière a subi de nombreuses modifications depuis la date de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2012 cité ci-dessous, en particulier la création des rubriques « 3000 » issues de la transposition en droit français de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010, dite directive « IED », relative aux émissions industrielles.

Pour rappel, cette directive a pour objectif la prévention et la réduction de la pollution de certaines installations industrielles et agricoles. Elle fait référence au concept de « meilleures techniques disponibles » (MTD), aussi appelées « BREF » en anglais pour Best REFerence. Les MTD sont définies comme « le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation », c'est-à-dire la mise en œuvre de techniques particulières qui ont vocation à constituer la base des valeurs limites d'émission et d'autres conditions d'autorisation. Ces techniques permettent de tendre vers l'évitement et, lorsque cela s'avère impossible, vers la réduction des émissions et de l'impact sur l'environnement des installations.

## 2 – Présentation de l'établissement

### 2.1 – Présentation générale

La société Philicot exploite sur le territoire de la commune de Chagny une unité de fabrication d'aliments pour animaux.

### 2.2 – Situation administrative

Par arrêté préfectoral référencé 99/2071/2-2 du 22 juin 1999, la société Philicot a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une unité de fabrication d'aliments pour animaux après l'extension de l'usine de fabrication.

La société dispose également d'un arrêté de prescriptions complémentaires, référencé 2012355-0020 du 20 décembre 2012, qui fait suite à la transmission d'un bilan de fonctionnement.

### 2.3 – Classement des installations

L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 20 décembre 2012 précité retient le classement suivant :

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Seuil du critère	Volume autorisé	Régim e	Référence sur plan
2260	1	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales  1. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j.	300 t/j	800 t/j	A	55
2160	2	Silos de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables.	5 000 m <sup>3</sup>	9 950 m <sup>3</sup>	D	35,53,54 56,57
1432		Dépôt de liquides inflammables	C (capacité équivalente): 10 m <sup>3</sup>	FOD <sup>1</sup> : 35 m <sup>3</sup> et 25 m <sup>3</sup> C = 12 m <sup>3</sup>	DC	1

A : Autorisation – D : Déclaration – DC déclaration avec contrôle périodique

1 FOD (fuel oil domestique) : fioul domestique.

### **3 – Analyse de la demande**

#### **3.1 – Classements répertoriés**

##### **Rubrique 2260 :**

Lors de l'autorisation d'exploiter en 1990, l'activité relevait de la rubrique 89 définie comme suit :

« *Broyage, concassage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, écosage ou décortication de produits minéraux ou organiques* ». Cette rubrique 89 a été supprimée par le décret 93-1412 du 29 décembre 1993 et la rubrique 2260 introduite par ce même décret.

Le décret 2009-841 du 8 juillet 2009 a modifié la nomenclature comme suit :

« *Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226.*

1. *Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j – (A)*

2. *Autres installations que celles visées au 1 :*

a) *La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW (A)*

b) *La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW (D) »*

Le décret 2017-1595 du 21 novembre 2017 a modifié la nomenclature comme suit :

« *Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221 ou 3642.*

La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :

a) *supérieure à 500 kW (A)*

b) *supérieure à 100 kW mais inférieure à 500 kW (D)*

Ce décret a supprimé l'activité de traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires de cette rubrique 2260, activité qui par ailleurs a été introduite en 2012 dans une nouvelle rubrique (3642).

##### **Rubrique 3642 :**

Cette rubrique, qui a été introduite dans la nomenclature par le décret 2012-384 du 20 mars 2012, définit l'activité comme suit :

« *Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :*

1. *Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 t de produits finis par jour (A).*

2. *Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 t de produits finis par jour ou 600 t par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an (A).*

3. *Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à :*

– *75 si A est égal ou supérieur à 10, ou,*

– *300-(22,5 x A) dans tous les autres cas « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis (A) »*

L'activité qui relevait auparavant de la rubrique 2260 relève aujourd'hui, et uniquement, de cette rubrique 3642. La capacité de production journalière de 800 t/j reste inchangée.

### Rubrique 2160 :

Le décret 2009-841 du 8 juillet 2009 a modifié la nomenclature comme suit :

Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.

- a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup> **(A)**.
- b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur ou égal à 15 000 m<sup>3</sup> **(DC)**.

Le décret 2012-1304 du 26 novembre 2012 a modifié la nomenclature comme suit :

Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.

#### 1. Silos plats :

- a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup> **(E)**.
- b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur ou égal à 15 000 m<sup>3</sup> **(DC)**.

#### 2. Autres installations :

- a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup> **(A)**.
- b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur ou égal à 15 000 m<sup>3</sup> **(DC)**.

L'activité du site n'a pas évoluée, la capacité de stockage est toujours de 9 950 m<sup>3</sup>. Pour intégrer la différenciation du type de silo au sein de l'intitulé de cette rubrique, l'activité se répartit aujourd'hui comme suit :

- volume de stockage en silos plats : 2 000 m<sup>3</sup> ;
- volume de stockage silos verticaux (autres installations) : 7 950 m<sup>3</sup>.

### Rubrique 1432 :

Cette rubrique a été créée par le décret 99-1220 du 28 décembre 1999 faisant suite à la poursuite de la mise en place de la nouvelle nomenclature.

Le décret 2014-285 du 3 mars 2014, dont l'entrée en vigueur était le 1<sup>er</sup> juin 2015, a supprimé la rubrique 1432 et créé la rubrique 4734 dont relève dorénavant cette activité.

Le décret 2015-1200 du 29 septembre 2015 a modifié la nomenclature comme suit :

« Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :

#### 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :

- a) Supérieure ou égale à 2 500 t **(A)**.
- b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t **(E)**.
- c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total **(DC)**.

#### 2. Pour les autres stockages :

- a) Supérieure ou égale à 1 000 t **(A)**.
- b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total **(E)**.
- c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total **(DC)**.

La quantité de stockage de fioul étant de 60 m<sup>3</sup> (équivalent 51 tonnes), l'activité n'est plus classée.

## 3.2 – Classements autres

### Rappel historique :

Par arrêté préfectoral de régularisation administrative référencé 90-22 du 16 janvier 1990, la minoterie Joseph Nicot a été autorisée à exploiter deux activités principales, la fabrication de farine et la fabrication d'aliments pour le bétail.

Par courrier du 16 avril 1998, Monsieur Philippe Nicot, président de la minoterie, informe le préfet de Saône-et-Loire de la répartition des activités de la minoterie au sein de deux sociétés distinctes regroupées au sein d'une holding dénommée Nicot SA :

- Minoterie Joseph Nicot (stockage et commercialisation de céréales, fabrication et commerce de farines) ;
- Société Philicot (stockage et commercialisation de céréales, fabrication et commerce d'aliments fourragés mélassés et concentrés pour le bétail).

Le récépissé actant le transfert partiel de l'autorisation délivrée le 16 janvier 1990 au profit de la société Philicot a été délivré en date du 23 juillet 1998 par la préfecture de Saône-et-Loire.

Les plans et descriptifs des activités de chacun joints au courrier précité ont permis d'établir la présence de bâtiments destinés au stockage des produits finis (sacs de 25 et 50 kg) sur palettes, activité pouvant relever de la rubrique 1510 et d'un bâtiment abritant une chaufferie, activité pouvant relever de la rubrique 2910.

#### **Rubrique 1510 :**

La nomenclature définit l'activité comme suit :

*« Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques.*

*Le volume des entrepôts étant :*

1. Supérieur ou égal à 300 000 m<sup>3</sup> **(A)**.
2. Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 300 000 m<sup>3</sup> **(E)**.
3. Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup> **(DC)** »

Pour son activité de logistique et plus particulièrement pour le stockage de ses produits finis (sacs de 25 et 50 kg) l'exploitant dispose de deux bâtiments distincts dont les volumes de stockages sont de 11 900 m<sup>3</sup> pour le bâtiment 1, et 9 120 m<sup>3</sup> pour le bâtiment 2.

Le poids total des produits finis stockés étant supérieur à 500 tonnes et le volume total de ces deux surfaces de stockage étant de 21 020 m<sup>3</sup>, l'activité relève du régime déclaratif.

#### **Rubrique 1532 :**

La nomenclature définit l'activité comme suit :

*« Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant :*

1. Supérieure à 50 000 m<sup>3</sup> **(A)**.
2. Supérieure à 20 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 50 000 m<sup>3</sup> **(E)**.
3. Supérieure à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m<sup>3</sup> **(D)** »

Pour son activité de logistique, l'exploitant utilise des palettes en bois dont le volume sur site est inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>. L'activité n'est pas classée.

#### **Rubrique 2662 :**

La nomenclature définit l'activité comme suit :

*« Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) Le volume susceptible d'être stocké étant :*

1. Supérieur ou égal à 40 000 m<sup>3</sup> **(A)**.
2. Supérieure ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 40 000 m<sup>3</sup> **(E)**.
3. Supérieure ou égal à 100 m<sup>3</sup>, mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup> **(D)** »

Pour son activité de logistique, l'exploitant utilise du film plastique pour la palettisation des produits dont le volume sur site est inférieur à 100 m<sup>3</sup>. L'activité n'est pas classée.

### Rubrique 2910 :

La nomenclature définit l'activité comme suit :

« Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.

A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :

1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW **(E)**.

2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW **(DC)**.

B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse :

1. Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW **(E)**.

2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW **(A)** »

L'exploitant dispose de chaudières fonctionnant au gaz naturel dont la puissance totale est de 2,5 MW. L'activité relève donc du régime déclaratif.

### 3.3 – Classement actualisé

Le tableau ci-dessous actualise celui de l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2012 au regard de l'ensemble des évolutions évoquées ci-dessus :

Rubrique	Désignation	Volume	Régime
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. 3. Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> .	21 020 m <sup>3</sup>	DC
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> .	999 m <sup>3</sup>	NC
2160	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 1. silos plats : le volume de stockage étant inférieur à 5 000 m <sup>3</sup> .	2 000 m <sup>3</sup>	NC
	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. 2. Autres installations : b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur ou égal à 15 000 m <sup>3</sup> .	7 950 m <sup>3</sup>	DC

Rubrique	Désignation	Volume	Régime
2662	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 100 m³.	99 m³	NC
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	2,5 MW	DC
3642	<b>Rubrique principale – BREF associé FDM</b> Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an.	800 t/j	A
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas, kérosènes (carburants d'aviation compris), gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris), fioul lourd carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : Inférieure à 250 tonnes.	51 t	NC

A : autorisation – D : déclaration – DC : déclaration avec contrôle périodique – NC : non classé

### 3.3 – Spécificité de la rubrique 3642

#### Rappel du contexte réglementaire

La directive 2008/1/CE, dite directive IPPC, relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution a été transcrite en partie en droit français par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004. Ce dernier désigne, en son annexe 1, la liste des installations pour lesquelles il s'applique.

L'arrêté ministériel du 18 février 2009 a modifié celui du 29 juin 2004 susmentionné et a soumis à l'obligation de remise d'un bilan de fonctionnement prévu par le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 les installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2260-1 (« *Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux [...]* »).

Ce bilan de fonctionnement, qui intègre, entre autres, la comparaison aux meilleurs techniques disponibles (MTD) figurant dans le document de référence (BREF) pour ce type d'activité, a été transmis par l'exploitant par courrier du 28 mars 2011 et a donné suite à l'édiction de prescriptions complémentaires par arrêté du préfet de Saône-et-Loire en date du 20 décembre 2012.

La directive 2008/1/CE précitée a été remplacée par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010, dite directive « IED », relative aux émissions industrielles. Les activités visées par le chapitre II de cette nouvelle directive ont été directement introduites dans la nomenclature des installations classées par la création des rubriques « 3000 ». Pour mémoire, les installations de la société Philicot relèvent de la rubrique 3642.

Cette directive « IED » a introduit, entre autre, les notions de :

- dossier de réexamen des conditions d'autorisation ;
- rapport de base.

Le dossier de réexamen a remplacé le bilan de fonctionnement cité ci-dessus. Il a pour objectif principal de comparer les meilleurs techniques disponibles (MTD) figurant dans les documents de référence (BREF) de la rubrique principale avec les techniques mises en place au sein de l'établissement et ainsi actualiser, si nécessaire, les conditions d'autorisation.

Le rapport de base doit définir quant à lui l'état des sols et des eaux souterraines avant la mise en service des installations, ou à un instant donné pour les installations existantes. Lors de la cessation d'activité, le site doit être remis :

- dans un état tel qu'il ne présente plus de risque pour la santé humaine et pour l'environnement compte tenu de l'utilisation future qui a été définie (ce qui correspond à l'approche française déjà en vigueur) ;
- ou dans l'état défini dans le rapport de base lorsque cet état est meilleur.

#### Calendrier de mise en œuvre

La directive « IED » est entrée en vigueur le 6 janvier 2011. Les dispositions succédant à celles de la directive « IPPC » sont entrées en application au 7 janvier 2013 pour les installations nouvelles, et au 7 janvier 2014 pour les installations existantes déjà visées par la directive « IPPC ».

Plus précisément :

Le déclenchement du réexamen des conditions d'autorisation est lié à la publication des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives à la rubrique principale de l'établissement. Ainsi, dans un délai d'un an à compter de cette publication, un dossier de réexamen doit être remis par l'exploitant et, dans un délai de 4 ans, les conditions d'autorisations doivent avoir été adaptées, si nécessaire, aux nouvelles conclusions sur les MTD.

Pour les installations existantes, déjà visée par l'ancienne directive « IPPC » le rapport de base doit être remis avec le premier dossier de réexamen ou, le cas échéant, lors de la première modification substantielle qui interviendrait avant ce réexamen, conformément à l'article L. 515-30 du code de l'environnement.

## **4 – Consultations**

Compte tenu de la nature des modifications et en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 ne sont pas nécessaires.

## **5 – Conclusions et propositions de l'inspection**

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire qu'il était concerné par les modifications de la nomenclature des installations classées. Après analyse, il apparaît qu'il peut valablement bénéficier de l'antériorité au titre des rubriques 1510, 2910 et 3642.

Concernant la directive « IED », les activités de la rubrique 3642 relèvent du document de référence (BREF) FDM (industrie agro-alimentaires et laitières). Les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles associées à ce BREF FDM ont été publiées le 4 décembre 2019 par la Commission européenne. L'exploitant dispose donc d'un délai d'un an à compter de cette date pour produire un dossier de réexamen qui devra être accompagné d'un rapport de base.



En application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement et compte tenu de l'impact modéré des prescriptions complémentaires précitées, il est proposé au préfet de Saône-et-Loire de ne pas solliciter l'avis de la commission mentionnée à l'article R. 181-39 du code de l'environnement (CODERST) sur ces prescriptions complémentaires.

Ce projet doit à présent être transmis à l'exploitant afin que celui-ci puisse formuler ses observations conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Le chef de la subdivision « risques accidentels » de l'unité départementale de Saône-et-Loire	Pour le directeur et par délégation, le responsable de l'unité départementale de Saône-et-Loire
<i><b>Signé</b></i>	<i><b>Signé</b></i>	<i><b>Signé</b></i>
Laurent WEPP	Florian LUCCI	Patrice CHEMIN